



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 78.199/4
du 6 octobre 2025

advies 78.199/4
van 6 oktober 2025

sur

over

un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 13 juillet 2017 fixant les allocations et indemnités des membres du personnel de la fonction publique fédérale, l'arrêté royal du 30 janvier 1979 relatif à l'octroi d'un pécule de vacances aux agents de l'administration générale du Royaume et l'arrêté royal du 23 octobre 1979 accordant une allocation de fin d'année à certains titulaires d'une fonction rémunérée à charge du Trésor public'

een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 13 juli 2017 tot vaststelling van de toelagen en vergoedingen van de personeelsleden van het federaal openbaar ambt, het koninklijk besluit van 30 januari 1979 betreffende de toekenning van een vakantiegeld aan het personeel van 's lands algemeen bestuur en het koninklijk besluit van 23 oktober 1979 houdende toekenning van een eindejaarstoelage aan sommige titularissen van een ten laste van de Schatkist bezoldigd ambt'

Le 9 septembre 2025, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre de l'Action et de la Modernisation publiques, chargée des Entreprises publiques, de la Fonction publique, de la Gestion immobilière de l'État, du Numérique et de la Politique scientifique à communiquer un avis dans un délai de trente jours sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 13 juillet 2017 fixant les allocations et indemnités des membres du personnel de la fonction publique fédérale, l'arrêté royal du 30 janvier 1979 relatif à l'octroi d'un pécule de vacances aux agents de l'administration générale du Royaume et l'arrêté royal du 23 octobre 1979 accordant une allocation de fin d'année à certains titulaires d'une fonction rémunérée à charge du Trésor public'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 6 octobre 2025. La chambre était composée de Bernard BLERO, président de chambre, Dimitri YERNAULT et Anne-Stéphanie RENSON, conseillers d'État, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Julien GAUL, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Anne-Stéphanie RENSON.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 6 octobre 2025.

*

Op 9 september 2025 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Modernisering van de Overheid, belast met Overheidsbedrijven, Ambtenarenzaken, het Gebouwenbeheer van de Staat, Digitalisering en Wetenschapsbeleid verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 13 juli 2017 tot vaststelling van de toelagen en vergoedingen van de personeelsleden van het federaal openbaar ambt, het koninklijk besluit van 30 januari 1979 betreffende de toekenning van een vakantiegeld aan het personeel van 's lands algemeen bestuur en het koninklijk besluit van 23 oktober 1979 houdende toekenning van een eindejaarstoelage aan sommige titularissen van een ten laste van de Schatkist bezoldigd ambt'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 6 oktober 2025. De kamer was samengesteld uit Bernard BLERO, kamervoorzitter, Dimitri YERNAULT en Anne-Stéphanie RENSON, staatsraden, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Julien GAUL, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Anne-Stéphanie RENSON.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 6 oktober 2025.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite essentiellement son examen à la compétence de l'auteur de l'acte, au fondement juridique ainsi qu'à l'accomplissement des formalités prescrites, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées.

EXAMEN DU PROJET

Préambule

1. L'alinéa 2 sera remplacé par ce qui suit :

« Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, l'article 11, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, remplacé par la loi du 24 décembre 2002 ; ».

2. L'alinéa 4 vise l'arrêté royal du 2 octobre 1937 'portant le statut des agents de l'État'. Cet arrêté ne constitue pas le fondement juridique du projet et n'est pas modifié par celui-ci. L'alinéa 4 sera omis.

3. Eu égard à l'observation formulée sous les articles 3 et 4, l'alinéa 5, qui vise l'arrêté royal du 30 janvier 1979 'relatif à l'octroi d'un pécule de vacances aux agents de l'administration générale du Royaume', sera omis.

4. L'arrêté royal visé à l'alinéa 7, qui constitue en partie le fondement juridique du projet, sera placé après l'alinéa 3.

Il sera par ailleurs précisé que cet arrêté a été « confirmé par la loi du 12 décembre 1997 » et le mot « notamment » sera omis.

5. L'arrêté royal du 13 juillet 2017 'fixant les allocations et indemnités des membres du personnel de la fonction publique fédérale' étant modifié par le projet, il sera visé au préambule après le visa relatif à l'arrêté royal du 23 octobre 1979 'accordant une allocation de fin d'année à certains titulaires d'une fonction rémunérée à charge du Trésor public'.

6. Les alinéas 10 et 11 seront intervertis et la date de l'avis du collège des institutions publiques de sécurité sociale, à savoir le 16 septembre 2025, sera mentionnée.

7. Le projet ne devant pas, en vertu des fondements juridiques invoqués au préambule, être délibéré en Conseil des ministres, il n'est pas soumis à l'obligation générale de procéder à une analyse d'impact prévue par l'article 6, § 1^{er}, de la loi du 15 décembre 2013 'portant des dispositions diverses concernant la simplification administrative'. Il n'est donc pas concerné par le mécanisme de dispense d'analyse d'impact.

L'alinéa 12 sera en conséquence omis.

Pour les mêmes motifs, la mention, à l'alinéa 13, « et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil » sera omise, également afin de ne pas donner l'impression que les modifications qui seraient ultérieurement envisagées devraient être soumises à une telle délibération.

DISPOSITIF

Articles 3 et 4

1. Les articles 3 et 4 visent à modifier respectivement l'arrêté royal du 30 janvier 1979 et l'arrêté royal du 23 octobre 1979 en cohérence avec les modifications apportées par les articles 1^{er} et 2 du projet à l'arrêté royal du 13 juillet 2017.

2. L'article 117 de l'arrêté royal du 13 juillet 2017 énonce :

« Sont abrogés :

[...]

4° L'arrêté royal du 30 janvier 1979 relatif à l'octroi d'un pécule de vacances aux agents de l'administration générale du Royaume, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 3 août 2016 ;

[...]

15° L'arrêté royal du 28 novembre 2008 remplaçant, pour le personnel de certains services publics, l'arrêté royal du 23 octobre 1979 accordant une allocation de fin d'année à certains titulaires d'une fonction rémunérée à charge du Trésor public, modifié par les arrêtés royaux du 9 décembre 2009 et 10 septembre 2010 ».

3. Invité à expliquer la portée des articles 3 et 4 au regard des abrogations prévues à l'article 117, 4° et 15°, le délégué a expliqué :

« Les arrêtés royaux visés par ces deux questions (AR 30-01-1979 (PEC) et AR 28-11-2008 (AFA)) ont effectivement été abrogés pour les membres du personnel de la Fonction publique administrative fédérale par l'arrêté royal du 13 juillet 2017. Néanmoins, il appert que ces arrêtés royaux du 30-01-1979 et du 23-10-1979 sont toujours un fondement juridique pour d'autres services publics (hors Fonction publique administrative fédérale) telles que des administrations locales.

C'est la raison pour laquelle, dans un souci d'uniformité, a été proposée la modification respective de ces deux arrêtés royaux dont la Fonction publique demeure l'initiateur. Pour le surplus, il faut également ajouter que pour l'allocation de fin d'année, deux circulaires (émanant de la ministre de la Fonction publique) fixant la partie forfaitaire de ladite allocation sont publiées chaque année à savoir l'une en exécution de l'art 17, § 2, alinéa 2 – AR 13-07-2017 et l'autre en exécution de l'art 5 – AR 23-10-1979.

[...]

La formulation de la mesure d'abrogation reprise à l'article 117, 15° (allocation de fin d'année) s'explique comme suit : L'arrêté royal du 23-10-1979 a été abrogé par différents service publics (dont mention ci-dessous**) tandis que, pour la fonction publique administrative fédérale, cet arrêté royal du 23-10-1979 a été remplacé par l'arrêté royal du 28-11-2008 ; ce dernier est abrogé par l'arrêté royal du 13-07-2017 (art. 117, 15°). Les dispositions reprises dans les articles 16 aux 17bis de l'AR du 13/7/2017 règlent l'allocation de fin d'année pour la fonction publique administrative fédérale.

** 23 OCTOBRE 1979. - Arrêté royal accordant une allocation de fin d'année à certains titulaires d'une fonction rémunérée à charge du Trésor public.

(NOTE 1 : abrogé pour le personnel des établissements scientifiques flamand par AGF 1997-01-28/36, art. 15.1, En vigueur : 01-01-1996)

(NOTE 2 : abrogé pour la Communauté flamande pour ce qui concerne le personnel de l'organisme qui est régi par AGF 2000-09-22/35, art. 1D15, 11°; En vigueur : 01 12 2000)

(NOTE 3 : abrogé pour la Communauté flamande, en ce qui concerne le statut du personnel de la société par AGF 2000-12-01/46, art. 13.139, g) ; En vigueur : 01-01-1995)

(NOTE 4 : abrogé en ce qui concerne les agents soumis au statut de la Région de Bruxelles-Capitale, par art. 416, 41° de ARR 2002-09-26/48, En vigueur : 01-03-2001)

(NOTE 5 : abrogé, en ce qui concerne le personnel de l'Agence régionale pour la propreté de la Région de Bruxelles-Capitale, par art. 3 de ARR 2006-12-14/60, En vigueur : 01-01-2006)

(NOTE 6 : abrogé Pour ce qui concerne les membres du personnel des Centres hospitaliers psychiatriques de la Région wallonne par <ARW 2008-04-30/30, art. 3, En vigueur : 18-05-2008>)

(NOTE 7 : abrogé pour la Région de Bruxelles-Capitale par <ARR 2008-05-22/42, art. 4, En vigueur : 01-01-2007>)

(NOTE : Consultation des versions antérieures à partir du 26-11-2008 et mise à jour au 05-03-2025) ».

4. Comme exposé ci-dessus, l'arrêté royal du 30 janvier 1979, que l'article 3 entend modifier, a été formellement abrogé, pour ce qui concerne la fonction publique fédérale, par l'arrêté royal du 13 juillet 2017.

Le délégué a toutefois expliqué que cet arrêté demeurerait applicable aux « administrations locales » et que, dans un souci d'harmonisation avec le régime applicable à la fonction publique fédérale tel que déterminé par l'arrêté royal du 13 juillet 2017, il conviendrait d'adapter l'arrêté royal du 30 janvier 1979 en conséquence.

Il y a cependant lieu de rappeler que le statut du personnel des « administrations locales » ne relève pas de la compétence de l'autorité fédérale ¹.

L'auteur du projet est dès lors sans compétence pour modifier l'arrêté royal du 30 janvier 1979.

L'article 3 sera en conséquence omis.

5. S'agissant de l'arrêté royal du 23 octobre 1979, que l'article 4 entend modifier, il y a lieu de relever ce qui suit.

Comme indiqué ci-dessus, l'arrêté royal du 13 juillet 2017 a abrogé l'arrêté royal du 28 novembre 2008 'remplaçant, pour le personnel de certains services publics, l'arrêté royal du 23 octobre 1979 accordant une allocation de fin d'année à certains titulaires d'une fonction rémunérée à charge du Trésor public'.

Toutefois, contrairement à ce que pourrait suggérer l'intitulé de l'arrêté royal du 28 novembre 2008 – qui ne revêt aucune portée normative –, aucune disposition de cet arrêté ne prévoyait explicitement l'abrogation de l'arrêté royal du 23 octobre 1979. Bien au contraire, l'article 10 de l'arrêté royal du 28 novembre 2008 maintenait le régime instauré par l'arrêté royal du 23 octobre 1979 à titre de régime minimum ².

Par conséquent, en l'absence d'abrogation expresse, l'arrêté royal du 23 octobre 1979 demeure, du moins formellement, en vigueur.

¹ Voir en ce sens C.C., 5 juin 2025, n° 85/2025, B.14.2 et B.14.3 :

« B.14.2. L'article 6, § 1^{er}, VIII, alinéa 1^{er}, 1^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 attribue aux régions la compétence de principe en matière de législation organique des communes et des provinces. En font notamment partie 'le statut du personnel provincial et communal (dans le respect de l'autonomie provinciale et communale), y compris le statut du secrétaire communal, le cadre, le statut administratif et pécuniaire, les échelles de traitement, ... des fonctionnaires provinciaux et communaux' (*Doc. parl.*, Sénat, 2000-2001, n° 2-709/1, p. 9).

B.14.3. En vertu de l'article 5, § 1^{er}, II, 2^o, de la loi spéciale du 8 août 1980, les communautés sont compétentes pour 'la politique d'aide sociale, en ce compris les règles organiques relatives aux centres publics d'aide sociale'. Comme il peut être déduit de ce qui est dit en B.14.2, en fait également partie la détermination du statut du personnel d'un centre public d'action sociale (CPAS) ».

² Cette disposition énonçait : « Le montant global visé à l'article 3 n'est payé que pour autant qu'il soit supérieur au montant global auquel l'intéressé a droit en application de l'arrêté royal du 23 octobre 1979 accordant une allocation de fin d'année à certains titulaires d'une fonction rémunérée à charge du Trésor public. Dans ce cas ce montant global vient en remplacement du montant payé en application de l'arrêté royal précité ». La section de législation a par ailleurs observé, dans son avis 48.466/3 donné le 12 juillet 2010 sur un projet devenu l'arrêté royal du 10 septembre 2010 'modifiant diverses dispositions réglementaires accordant une allocation de fin d'année à certains titulaires d'une fonction rémunérée à charge du Trésor public' : « En vertu de l'article 10 de l'arrêté royal du 28 novembre 2008, le montant global de l'allocation de fin d'année, calculé selon les dispositions de cet arrêté, n'est payé que s'il est supérieur au montant auquel l'intéressé a droit suivant l'arrêté royal du 23 octobre 1979. En ce qui concerne les membres du personnel de l'autorité fédérale, l'arrêté royal du 23 octobre 1979 continue donc à faire office de régime minimum. Si l'application de l'arrêté royal du 28 novembre 2008 donne lieu à une allocation de fin d'année d'un montant supérieur, c'est alors le régime prévu par cet arrêté qui s'applique ».

Cela étant, le délégué a expliqué que les articles 16 à 17*bis* de l'arrêté royal du 13 juillet 2017, qui n'opèrent aucun renvoi à l'arrêté royal du 23 octobre 1979, déterminent désormais de manière exclusive le régime juridique de l'allocation de fin d'année pour la fonction publique fédérale. Il pourrait donc être soutenu que l'adoption de l'arrêté royal du 13 juillet 2017 a implicitement abrogé, pour ce qui concerne la fonction publique fédérale, l'arrêté royal du 23 octobre 1979. La sécurité juridique commande néanmoins d'abroger formellement cet arrêté.

En conséquence, l'article 4 qui deviendra l'article 3 sera utilement remplacé par une disposition abrogeant, en ce qui concerne la fonction publique fédérale, l'arrêté royal du 23 octobre 1979 à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 13 juillet 2017.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving zich, overeenkomstig artikel 84, § 3, van de gecoördineerde wetten, voornamelijk tot het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, de rechtsgrond en de vraag of de voorgeschreven vormvereisten zijn vervuld.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

1. Het tweede lid moet vervangen worden door de volgende tekst:

“Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, artikel 11, § 1, eerste lid, vervangen bij de wet van 24 december 2002;”.

2. Het vierde lid verwijst naar het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 ‘houdende het statuut van het Rijkspersoneel’. Het ontwerp ontleent geen rechtsgrond aan dit besluit en wijzigt het evenmin. Het vierde lid moet weggelaten worden.

3. Gelet op de opmerking over de artikelen 3 en 4, moet het vijfde lid dat verwijst naar het koninklijk besluit van 30 januari 1979 ‘betreffende de toekenning van een vakantiegeld aan het personeel van ’s lands algemeen bestuur’ weggelaten worden.

4. De verwijzing in het zevende lid naar het koninklijk besluit dat ten dele de rechtsgrond van het ontwerp vormt, moet na het derde lid geplaatst worden.

Voorts moet nader bepaald worden dat dit besluit is “bekrachtigd bij de wet van 12 december 1997” en moet het woord “inzonderheid” weggelaten worden.

5. Aangezien het koninklijk besluit van 13 juli 2017 ‘tot vaststelling van de toelagen en vergoedingen van de personeelsleden van het federaal openbaar ambt’ bij het ontwerp gewijzigd wordt, moet het in de aanhef vermeld worden na het lid waarin verwezen wordt naar het koninklijk besluit van 23 oktober 1979 ‘houdende toekenning van een eindejaarstoelage aan sommige titularissen van een ten laste van de Schatkist bezoldigd ambt’.

6. Het tiende en het elfde lid moeten onderling van plaats verwisseld worden en de datum van het advies van het College van de openbare instellingen van sociale zekerheid, met name 16 september 2025, moet vermeld worden.

7. Aangezien het ontwerp, krachtens de in de aanhef aangevoerde rechtsgronden, niet na overleg in de Ministerraad vastgesteld hoeft te worden, valt het niet onder de algemene verplichting om een impactanalyse uit te voeren, zoals bepaald in artikel 6, § 1, van de wet van 15 december 2013 ‘houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging’. De regeling inzake de vrijstelling van de uitvoering van een impactanalyse is dus niet van toepassing op het ontwerp.

Het twaalfde lid moet bijgevolg weggelaten worden.

Om dezelfde redenen, en ook om niet de indruk te wekken dat zo’n overleg nog zou moeten plaatsvinden over wijzigingen die men naderhand zou overwegen, moet de vermelding in het dertiende lid “en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers” weggelaten worden.

DISPOSITIEF

Artikelen 3 en 4

1. De artikelen 3 en 4 strekken er respectievelijk toe het koninklijk besluit van 30 januari 1979 en het koninklijk besluit van 23 oktober 1979 te wijzigen in samenhang met de wijzigingen die bij de artikelen 1 en 2 van het ontwerp aangebracht worden in het koninklijk besluit van 13 juli 2017.

2. Artikel 117 van het koninklijk besluit van 13 juli 2017 is als volgt gesteld:

“Worden opgeheven:

(...)

4° het koninklijk besluit van 30 januari 1979 betreffende de toekenning van een vakantiegeld aan het personeel van ’s lands algemeen bestuur, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 augustus 2016;

(...)

15° het koninklijk besluit van 28 november 2008 tot vervanging, voor het personeel van sommige overheidsdiensten, van het koninklijk besluit van 23 oktober 1979 houdende toekenning van een eindejaarstoelage aan sommige titularissen van een ten laste van de Schatkist bezoldigd ambt, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 9 december 2009 en 10 september 2010”.

3. Op de vraag wat de draagwijdte is van de artikelen 3 en 4 in het licht van de opheffingen waarin artikel 117, 4° en 15°, voorziet, heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

“Les arrêtés royaux visés par ces deux questions (AR 30-01-1979 (PEC) et AR 28-11-2008 (AFA)) ont effectivement été abrogés pour les membres du personnel de la Fonction publique administrative fédérale par l’arrêté royal du 13 juillet 2017. Néanmoins, il appert que ces arrêtés royaux du 30-01-1979 et du 23-10-1979 sont toujours un fondement juridique pour d’autres services publics (hors Fonction publique administrative fédérale) telles que des administrations locales.

C'est la raison pour laquelle, dans un souci d'uniformité, a été proposée la modification respective de ces deux arrêtés royaux dont la Fonction publique demeure l'initiateur. Pour le surplus, il faut également ajouter que pour l'allocation de fin d'année, deux circulaires (émanant de la ministre de la Fonction publique) fixant la partie forfaitaire de ladite allocation sont publiées chaque année à savoir l'une en exécution de l'art 17, § 2, alinéa 2 – AR 13-07-2017 et l'autre en exécution de l'art 5 – AR 23-10-1979.

(...)

La formulation de la mesure d'abrogation reprise à l'article 117, 15° (allocation de fin d'année) s'explique comme suit: L'arrêté royal du 23-10-1979 a été abrogé par différents service publics (dont mention ci-dessous**) tandis que, pour la fonction publique administrative fédérale, cet arrêté royal du 23-10-1979 a été remplacé par l'arrêté royal du 28-11-2008; ce dernier est abrogé par l'arrêté royal du 13-07-2017 (art. 117, 15°). Les dispositions reprises dans les articles 16 aux 17bis de l'AR du 13/7/2017 règlent l'allocation de fin d'année pour la fonction publique administrative fédérale.

** 23 OCTOBRE 1979. - Arrêté royal accordant une allocation de fin d'année à certains titulaires d'une fonction rémunérée à charge du Trésor public.

(NOTE 1: abrogé pour le personnel des établissements scientifiques flamand par AGF 1997-01-28/36, art. 15.1, En vigueur: 01-01-1996)

(NOTE 2: abrogé pour la Communauté flamande pour ce qui concerne le personnel de l'organisme qui est régi par AGF 2000-09-22/35, art. 1D15, 11°; En vigueur: 01 12 2000)

(NOTE 3: abrogé pour la Communauté flamande, en ce qui concerne le statut du personnel de la société par AGF 2000-12-01/46, art. 13.139, g); En vigueur: 01-01-1995)

(NOTE 4: abrogé en ce qui concerne les agents soumis au statut de la Région de Bruxelles-Capitale, par art. 416, 41° de ARR 2002-09-26/48, En vigueur: 01-03-2001)

(NOTE 5: abrogé, en ce qui concerne le personnel de l'Agence régionale pour la propreté de la Région de Bruxelles-Capitale, par art. 3 de ARR 2006-12-14/60, En vigueur: 01-01-2006)

(NOTE 6: abrogé Pour ce qui concerne les membres du personnel des Centres hospitaliers psychiatriques de la Région wallonne par <ARW 2008-04-30/30, art. 3, En vigueur: 18-05-2008>)

(NOTE 7: abrogé pour la Région de Bruxelles-Capitale par <ARR 2008-05-22/42, art. 4, En vigueur: 01-01-2007>)

(NOTE: Consultation des versions antérieures à partir du 26-11-2008 et mise à jour au 05-03-2025)."

4. Zoals hierboven is uiteengezet, is het koninklijk besluit van 30 januari 1979, tot wijziging waarvan artikel 3 strekt, bij het koninklijk besluit van 13 juli 2017 formeel opgeheven voor wat het federaal openbaar ambt betreft.

De gemachtigde heeft evenwel uitgelegd dat dat besluit van toepassing zou blijven op de "lokale besturen" en dat het koninklijk besluit van 30 januari 1979, ter wille van de overeenstemming met de in het koninklijk besluit van 13 juli 2017 bepaalde regeling die geldt voor het federaal openbaar ambt, dienovereenkomstig aangepast zou moeten worden.

Er dient evenwel opgemerkt te worden dat het statuut van het personeel van de “lokale besturen” niet onder de bevoegdheid van de federale overheid valt.¹

De steller van het ontwerp is derhalve niet bevoegd om het koninklijk besluit van 30 januari 1979 te wijzigen.

Artikel 3 moet bijgevolg weggelaten worden.

5. Met betrekking tot het koninklijk besluit van 23 oktober 1979, tot wijziging waarvan artikel 4 strekt, moet het volgende opgemerkt worden.

Zoals hierboven is aangegeven, is het koninklijk besluit van 28 november 2008 ‘tot vervanging, voor het personeel van sommige overheidsdiensten, van het koninklijk besluit van 23 oktober 1979 houdende toekenning van een eindejaarstoelage aan sommige titularissen van een ten laste van de Schatkist bezoldigd ambt’ opheffen bij het koninklijk besluit van 13 juli 2017.

In tegenstelling tot wat het opschrift van het koninklijk besluit van 28 november 2008 – dat geen normatieve draagwijdte heeft – zou kunnen doen vermoeden, voorzag evenwel geen enkele bepaling van dat besluit expliciet in de opheffing van het koninklijk besluit van 23 oktober 1979. Wel integendeel, artikel 10 van het koninklijk besluit van 28 november 2008 behield de regeling die bij het koninklijk besluit van 23 oktober 1979 ingesteld is als de minimumregeling.²

Bij ontstentenis van een uitdrukkelijke opheffing blijft het koninklijk besluit van 23 oktober 1979 bijgevolg, althans formeel, van kracht.

¹ Zie in die zin GwH 5 juni 2025, nr. 85/2025, B.14.2 en B.14.3:

“B.14.2. Artikel 6, § 1, VIII, eerste lid, 1^o, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 wijst aan de gewesten de principiële bevoegdheid toe inzake de organieke wetgeving op de gemeenten en provincies. Daartoe behoren onder meer ‘het statuut van het provinciaal en gemeentelijk personeel (mits eerbiediging van de provinciale en gemeentelijke autonomie), met inbegrip van het statuut van de gemeentesecretaris, het kader, het administratief en geldelijk statuut, de weddeschalen, ... van de provinciale en gemeentelijke ambtenaren’ (*Parl. St.*, Senaat, 2000-2001, nr. 2-709/1, p. 9). B.14.3. Krachtens artikel 5, § 1, II, 2^o, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 zijn de gemeenschappen bevoegd voor ‘het beleid inzake maatschappelijk welzijn, met inbegrip van de organieke regels betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn’. Daartoe behoort eveneens, zoals kan worden afgeleid uit hetgeen is vermeld in B.14.2, het bepalen van het statuut van het personeel van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn (OCMW).”

² Die bepaling was als volgt gesteld: “Het globaal bedrag bedoeld in artikel 3 wordt slechts uitbetaald voor zover het hoger is dan het globaal bedrag waarop de betrokkene recht heeft bij toepassing van het koninklijk besluit van 23 oktober 1979 houdende toekenning van een eindejaarstoelage aan sommige titularissen van een ten laste van de Schatkist bezoldigd ambt. In dat geval komt dat bedrag ter vervanging van het globaal bedrag uitbetaald bij toepassing van voornoemd koninklijk besluit.” Voorts heeft de afdeling Wetgeving in advies 48.466/3 van 12 juli 2010 over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 10 september 2010 ‘tot wijziging van diverse reglementaire bepalingen houdende toekenning van een eindejaarstoelage aan sommige titularissen van een ten laste van de Schatkist bezoldigd ambt’ het volgende opgemerkt: “Op grond van artikel 10 van het koninklijk besluit van 28 november 2008 wordt het globaal bedrag van de eindejaarstoelage, berekend volgens de bepalingen van dat besluit, slechts uitbetaald als dat hoger is dan het bedrag waarop de betrokkene recht heeft volgens het koninklijk besluit van 23 oktober 1979. Voor de personeelsleden van de federale overheid blijft het koninklijk besluit van 23 oktober 1979 dus gelden als de minimumregeling. Als de toepassing van het koninklijk besluit van 28 november 2008 leidt tot een hoger bedrag van de eindejaarstoelage, dan geldt de regeling vervat in dat besluit.”

Met dit voor ogen heeft de gemachtigde uitgelegd dat vanaf nu uitsluitend de artikelen 16 tot en met 17*bis* van het koninklijk besluit van 13 juli 2017, die geen enkele verwijzing naar het koninklijk besluit van 23 oktober 1979 bevatten, de rechtsregels bepalen inzake de eindejaarstoelage voor het federaal openbaar ambt. Er zou dus gesteld kunnen worden dat door het koninklijk besluit van 13 juli 2017 vast te stellen het koninklijk besluit van 23 oktober 1979 impliciet opgeheven is voor wat het federaal openbaar ambt betreft. Ter wille van de rechtszekerheid moet dat laatste besluit evenwel formeel opgeheven worden.

Het verdient bijgevolg aanbeveling om artikel 4 dat artikel 3 zal worden te vervangen door een bepaling waarbij, wat het federaal openbaar ambt betreft, het koninklijk besluit van 23 oktober 1979 opgeheven wordt op de datum van inwerkingtreding van het koninklijk besluit van 13 juli 2017.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Bernard BLERO